

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

15 mai 2013

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, conseiller d'Etat  
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat  
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

---

<b>Genève internationale.....</b>	<b>4</b>
Nomination du nouveau directeur général de l'OMC.....	4
Soutien à l'installation de l'ONG Universal Rights Group à Genève .....	4
Solidarité internationale : rapport d'activités pour l'année 2012 .....	5
<b>Genève-Confédération .....</b>	<b>6</b>
Oui avec réserve à la révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques.....	6
<b>Genève .....</b>	<b>7</b>
Mobilités 2030 : vers une mobilité plurielle .....	7
Genève s'engage sur la voie de la transition énergétique .....	8
Accord sur la libre circulation des personnes : mise en œuvre de nouvelles mesures d'accompagnement .....	8
Avully : approbation du plan directeur de quartier voué à l'extension du village .....	9
Choulex : approbation du plan directeur des chemins pour piétons.....	9
Acquisition d'un bâtiment pour le regroupement des directions de l'enseignement.....	10
Archivage des dossiers médicaux : loi modifiée .....	11
Oui à la stratégie de lutte contre les plantes exotiques envahissantes .....	11
Titre de séjour requis pour les candidat-e-s à la naturalisation genevoise.....	12
Création d'une Fondation de prévoyance professionnelle intercommunale de droit public .....	12
Approbation du budget 2013 de Genève Aéroport .....	13
Adoption du budget 2013 des Etablissements publics pour l'intégration .....	13
Aide financière à l'Association la Pâquerette des Champs.....	13
<b>Entrée en vigueur de lois .....</b>	<b>15</b>
<b>Agenda des invitations à la presse .....</b>	<b>16</b>

# Genève internationale

---

## **Nomination du nouveau directeur général de l'OMC**

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Roberto Carvalho de Azevedo (Brésil) à l'occasion de sa nomination au poste de directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dès le 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Le gouvernement est persuadé que la vaste connaissance de M. Azevedo du système commercial multilatéral lui permettra de relever avec succès les défis que devra relever l'organisation dont il aura la charge, dont notamment la poursuite des négociations du cycle de Doha.

---

## **Soutien à l'installation de l'ONG Universal Rights Group à Genève**

Le Conseil d'Etat a décidé de prendre en charge, durant deux ans, le financement du loyer des locaux occupés par l'organisation non gouvernementale (ONG) Universal Rights Group (URG) dans la villa du Grand-Monfleury, à Versoix.

Cette décision s'inscrit dans la volonté du Conseil d'Etat d'accompagner de façon concrète les ONG désireuses de s'installer à Genève. Elle répond aussi à un objectif de soutien des organes internationaux voués à la défense des droits de l'homme.

URG a été fondée par d'anciens hauts fonctionnaires du Conseil des droits de l'homme. Ce groupe d'experts et de réflexion, présidé par le lauréat du Prix Nobel de la Paix 2006 Jose Ramos Horta, ancien président du Timor-Leste, développe une activité d'appui au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Son comité compte des personnalités renommées, dont certaines ont occupé des fonctions de rapporteur spécial auprès de l'ONU, comme Asma Jahangir (liberté des religions, exécutions extrajudiciaires), Ahmed Shaeed (droits de l'homme en Iran) ou Nigel Rodley (torture).

Universal Rights Group est le premier *think tank* de ce niveau consacré aux droits de l'homme à Genève.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 09.*

---

## **Solidarité internationale : rapport d'activités pour l'année 2012**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil son rapport sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2012. L'an dernier, le canton de Genève a attribué un montant de quelque 16,8 millions de francs à des subventions de solidarité internationale. Cette somme a permis de soutenir une centaine de projets concernant les droits humains et la promotion de la paix, l'éducation, la santé et l'aménagement du territoire. Elle a également permis d'octroyer des aides à la formation pour des étudiant-e-s provenant des pays parmi les moins avancés.

Dans le cadre de ses engagements, le canton de Genève a continué à faire de l'environnement un domaine d'action prioritaire : 1,195 million de francs a été destiné aux projets visant la protection de l'environnement, les conséquences du changement climatique et la sécurité alimentaire.

L'aide humanitaire d'urgence a été attribuée aux populations victimes de la famine au Tchad, au Niger et au Mali. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a également reçu un montant de 4,5 millions de francs pour soutenir ses activités en Géorgie et en Colombie. La Fédération genevoise de coopération a, pour sa part, bénéficié de 3 millions pour financer les projets de ses associations membres.

Dans sa mission de sensibilisation et d'information au public, le fonds de la solidarité internationale a permis de soutenir le Festival *Black Movie*, le Festival du film et Forum international sur les droits humains (FIFDH) et le Festival international du film oriental de Genève (FIFOG).

L'aide aux pays les moins avancés s'est concrétisée par une contribution aux loyers des missions des pays les moins avancés afin de promouvoir leur présence auprès des institutions internationales établies à Genève.

Pendant l'année 2012, le gouvernement a également poursuivi sa collaboration avec d'autres collectivités publiques aux échelons communal et fédéral. A travers la promotion d'une politique de coopération au développement pertinente et le soutien à une action humanitaire adaptée, le Conseil d'Etat poursuit ses engagements en faveur de la réduction des inégalités entre le Nord et le Sud.

*Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.*

## **Oui avec réserve à la révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques**

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation de la Chancellerie fédérale portant sur la révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques. Le gouvernement genevois considère que plusieurs propositions sont intéressantes et les soutient, notamment les modalités relatives aux délais pour l'élection du Conseil national, les règles en matière de recomptage, la base légale pour les statistiques ou encore les principes visant à l'observation des opérations électorales.

S'agissant de l'élection du Conseil national, le Conseil d'Etat considère que certaines propositions pour limiter les doubles candidatures sont trop compliquées (création d'un numéro AVS haché, mention par les candidats de tous leurs lieux d'origine) et engendreront des difficultés et des frais excessifs pour les cantons. Pour atteindre ce même but, le Conseil d'Etat propose que les candidats au Conseil national ne puissent déposer leur candidature que dans leur canton de domicile.

S'agissant du fractionnement des délais pour la récolte des initiatives et des référendums (les listes des signatures remises à l'autorité cantonale pour contrôle avant le 81<sup>e</sup> jour doivent être renvoyées avant le 95<sup>e</sup> jour du délai référendaire), le Conseil d'Etat est d'avis que cela complique de manière inutile l'expression des droits démocratiques. Il propose de s'inspirer de la solution appliquée en droit genevois pour les droits politiques cantonaux et communaux : les signatures sont vérifiées après l'expiration du délai référendaire ou du délai de dépôt de l'initiative.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 09.*

## Mobilités 2030 : vers une mobilité plurielle

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport final « [Mobilités 2030, stratégie multimodale pour Genève](#) ». Ce document intègre les avis récoltés lors d'une large consultation organisée du 10 octobre au 14 décembre 2012 auprès de l'ensemble des autorités et des milieux intéressés.

Mobilités 2030 met en évidence – dans le contexte d'une région caractérisée par un fort essor économique et démographique – différentes contraintes spécifiques à l'agglomération genevoise :

- des infrastructures fortement sollicitées ;
- une agglomération transfrontalière avec des réseaux pas toujours bien connectés de part et d'autre de la frontière ;
- une distribution inégale des emplois et des nouveaux logements ;
- une urbanisation dense ne permettant pas de créer de nouvelles infrastructures au centre-ville.

Afin de maîtriser ces contraintes et d'éviter une saturation des réseaux, Mobilités 2030 préconise une évolution pragmatique de notre système de mobilité, basée sur le principe de multimodalité. Concrètement, il s'agit de favoriser les modes de déplacement les plus efficaces pour chaque type de trajet et de les coordonner de façon à mettre en lien le cœur d'agglomération et la périphérie.

La stratégie Mobilité 2030 se déploiera en trois grandes étapes :

1. L'étape 2020 sera marquée par la mise en service du RER franco-valdo-genevois, avec l'achèvement du chantier du CEVA fin 2017.
2. L'étape 2025 verra à la fois l'extension de la gare Cornavin, la densification des dessertes de transport public et le renforcement du réseau routier, avec notamment la finalisation de l'élargissement de l'autoroute.
3. A l'horizon 2030, il est prévu la réalisation de la traversée du lac et la mise en service d'une nouvelle liaison ferroviaire Cornavin-Aéroport-Meyrin.

En complément au développement de ces infrastructures, Mobilités 2030 mise sur l'émergence de nouvelles pratiques de mobilité qui permettront d'agir sur la demande, afin de soulager les réseaux.

*Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.*

---

## **Genève s'engage sur la voie de la transition énergétique**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur la conception générale de l'énergie 2005-2009 et son projet de conception générale de l'énergie 2013. Ce document définit les orientations de long terme que le gouvernement souhaite donner à sa politique énergétique. Le Conseil d'Etat entend réaffirmer son adhésion à la société à 2000 watts sans nucléaire et propose des jalons pour 2020 et 2035 inscrits dans cette vision de long terme. La société à 2000 watts sans nucléaire est la vision d'un avenir durable : respectueux de l'environnement, économe en ressources et globalement équitable.

Cette orientation est en accord avec la volonté du Conseil fédéral d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et de mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables. La conception générale de l'énergie transpose, pour Genève, les objectifs proposés par le Conseil fédéral dans sa stratégie énergétique.

Concrètement, le Conseil d'Etat propose de réduire la consommation énergétique annuelle moyenne par personne de 15% d'ici 2020 et de 35% d'ici 2035 par rapport au niveau de l'an 2000. Pour la production électrique, l'objectif est d'exploiter toutes les sources renouvelables disponibles et, notamment, de doubler la production photovoltaïque tous les cinq ans. Ceci permettrait ainsi à l'énergie solaire de couvrir 12% des besoins d'électricité du canton en 2035, contre 0,5% actuellement. Le Conseil d'Etat souhaite également que le canton tire pleinement partie de tous les potentiels thermiques présents sur son territoire. Ceux-ci concernent aussi bien les rejets thermiques de différentes activités que l'énergie solaire, la biomasse, les eaux de surfaces ou encore la géothermie de faible et de grande profondeur.

Enfin, le Conseil d'Etat précise que ces objectifs représentent un engagement politique marqué qui requiert une mobilisation et une adhésion forte de tous les acteurs publics et privés du canton. L'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables constituent des nécessités environnementales, mais ils représentent également des sources de progrès et d'innovation pour l'économie. Ainsi, la transition énergétique ouvre d'importantes opportunités en matière de développement d'infrastructures et de nouvelles technologies.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.*

---

## **Accord sur la libre circulation des personnes : mise en œuvre de nouvelles mesures d'accompagnement**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi sur l'inspection et les relations du travail \(LIRT\)](#) afin de mettre en œuvre le plus rapidement possible les nouvelles mesures d'accompagnement à l'accord sur la libre circulation des personnes entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

Il s'agit pour l'essentiel de nouveaux moyens de lutte contre l'indépendance fictive des prestataires de services en provenance de l'étranger, ainsi que de nouvelles compétences de contrôle et de sanction en matière de contrats-types de travail avec salaires minimaux obligatoires au sens de l'article 360a du code des obligations.

La modification de la loi prévoit également de nouvelles procédures en matière d'examen des plans. Conformément à la loi fédérale sur le travail et à une récente jurisprudence du Tribunal fédéral (arrêt du 29 mai 2012), la procédure d'approbation sera désormais réservée aux entreprises industrielles et assimilées. Les projets de construction des entreprises non industrielles pourront bénéficier d'une procédure de préavis allégée.



Enfin, la modification de la loi vise l'optimisation du dispositif législatif dans deux domaines importants, à savoir l'observation du marché du travail et les conditions minimales de travail en usage. Les modifications proposées complètent le cadre légal existant et renforcent les moyens dont dispose l'administration pour inciter les entreprises à respecter leurs obligations.

*Pour toute information complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, OCIRT, 022 388 29 29.*

---

### **Avully : approbation du plan directeur de quartier voué à l'extension du village**

Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur de quartier (PDQ) « extension village » portant sur la réalisation, en plusieurs étapes, d'environ 350 logements sur le territoire de la commune d'Avully.



Ce PDQ prévoit notamment de délocaliser les installations existantes du manège d'Avully, ce qui permettra de libérer les terrains situés dans la continuité du village et de bâtir de nouveaux logements en diversifiant l'offre existante. Le plan prévoit aussi de garantir les possibilités d'extension des équipements publics, notamment scolaires, de manière échelonnée avec la réalisation des logements.

Le caractère villageois sera conservé au nord du village d'Avully, car les futures réalisations proposeront des rez-de-chaussée ouverts sur la rue et dévolus à des activités. La future zone urbanisée intégrera des espaces verts et naturels. Les nouvelles réalisations permettront de redéfinir les espaces publics et privés et d'intégrer de manière optimale ces futurs aménagements naturels.

Le PDQ envisage également un réseau de cheminements piétonniers et de mobilité douce à l'intérieur du quartier, ainsi que de nouvelles connexions permettant de décroquer les différents secteurs et sécuriser certains parcours. De manière générale, les routes et rues dans le périmètre du PDQ seront réaménagées.

Initié par la commune d'Avully, le plan directeur de quartier « extension village » s'inscrit dans le programme de mise en œuvre du plan directeur communal d'Avully, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 février 2008 (voir [point presse](#)).

Le PDQ fixe les grandes orientations de l'aménagement d'un quartier situé sur une ou plusieurs communes. Il affine le contenu du plan directeur cantonal ou communal mais ne précise pas le détail des réalisations, qui fait l'objet de procédures ultérieures.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, chef de projet, direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 74.*

---

### **Choulex : approbation du plan directeur des chemins pour piétons**



Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur communal et le plan directeur des chemins pour piétons de la commune de Choulex.

Le plan directeur communal prévoit de sauvegarder les valeurs historiques, architecturales et spatiales des villages de la commune et de réaliser des immeubles d'habitation et/ou d'activités. Le plan propose par exemple d'étendre le village de Choulex vers l'ouest, permettant d'aménager une entrée de village.

Le plan directeur communal compte aussi maintenir de bonnes conditions-cadre pour l'agriculture grâce à la création de nouveaux vergers et à la revitalisation de l'activité viticole sur le territoire communal.

Afin d'optimiser la gestion de l'agritourisme, des activités de loisirs et de leurs impacts, il est prévu de signaler les infrastructures d'accueil à disposition et d'exploiter plus efficacement les potentiels de stationnement existants à proximité de la Seymaz. Il s'agira d'empêcher le stationnement sauvage sur certains secteurs de la commune.

Un parking public souterrain pourra par ailleurs être construit à l'entrée de la commune et sera accessible depuis la route de Choulex. Il permettra de libérer la rue centrale du village du stationnement sur voirie.

Le plan directeur des chemins pour piétons prévoit de développer qualitativement et de sécuriser les itinéraires piétonniers et cyclables, en veillant à une bonne coordination avec le canton et les communes voisines.

Avec son plan directeur communal, Choulex se dote aujourd'hui d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat dans la gestion des projets futurs concernant la commune. L'approbation du plan directeur des chemins pour piétons, articulé autour de trois thématiques principales que sont la sécurité, la continuité et le confort, permet également de répondre à la législation qui confie aux communes la responsabilité de l'élaboration d'un tel plan.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, chef de projet à la direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 74.*

---

## **Acquisition d'un bâtiment pour le regroupement des directions de l'enseignement**

Dans la perspective de la création de la future direction générale de l'école obligatoire, le Conseil d'Etat a décidé de réunir les trois directions générales de l'enseignement – aujourd'hui implantées sur trois lieux différents – sur un seul et même site. Il s'agit des directions générales de l'enseignement primaire, du cycle d'orientation et du postobligatoire.

A cet effet, le Conseil d'Etat a décidé de louer un bâtiment actuellement en cours de construction au numéro 1 du chemin de l'Echo, à Onex. En parallèle à la conclusion du bail, le Conseil d'Etat a signé avec la propriétaire du bâtiment une promesse d'achat-vente assortie d'un droit d'emption au montant de 34,6 millions de francs.

Le Conseil d'Etat propose dès lors, à travers un crédit d'investissement de 34,65 millions de francs, que l'Etat exerce son droit d'emption et devienne propriétaire du bâtiment en question qui, outre les trois directions générales précitées, accueillera aussi plusieurs autres services qui leur sont rattachés, soit au total environ 270 collaborateurs.

Les services concernés sont actuellement répartis dans quatre bâtiments (dernier étage du collège des Coudriers, 3<sup>e</sup> étage du 6, rue de l'Hôtel-de-Ville, 4<sup>e</sup> étage du 11, rue de l'Hôtel-de-Ville et 11, rue Calvin).

Les locaux ainsi libérés seront réaffectés aux besoins de l'administration, tandis que l'immeuble du 11, rue Calvin fait l'objet d'une réflexion en vue de sa valorisation dans le cadre du programme d'optimisation des locaux de l'Etat de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Pascal Chobaz, directeur des opérations foncières, office du logement, DU, ☎ 022 546 60 50.*

---

## Archivage des dossiers médicaux : loi modifiée

Le Conseil d'Etat a approuvé une modification de la [loi sur la santé, du 7 avril 2006](#), qui comble des lacunes constatées ces dernières années dans le domaine de l'archivage des dossiers médicaux.

Il appartient en priorité aux professionnels de la santé de régler le sort des dossiers des patients en cas de cessation d'activité. Cependant, les médecins ferment de plus en plus souvent leur cabinet sans remettre leur patientèle, faute de repreneur, et déposent leurs dossiers auprès de la direction générale de la santé (DGS). Ils pourront à l'avenir remettre leurs dossiers à un confrère pour archivage, les archiver eux-mêmes ou les confier à leur groupe professionnel. L'Etat ne sera ainsi plus dépositaire d'archives médicales privées.

Dans les situations exceptionnelles où le médecin n'a pas planifié sa cessation d'activité, en cas de décès ou d'incapacité durable, la DGS pourra habiliter un tiers afin que les dossiers soient disponibles pour les patients.

Par ailleurs, les institutions publiques disposeront dorénavant d'une base légale formelle pour remettre les dossiers des patients aux archives cantonales, conformément à un avis de droit de l'Office fédéral de la justice.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, DARES,  
☎ 022 546 50 00.*

---

## Oui à la stratégie de lutte contre les plantes exotiques envahissantes

Le Conseil d'Etat a adopté la stratégie et le plan d'action 2012-2023 de lutte contre les plantes exotiques envahissantes (néophytes). Cette stratégie a été élaborée par un groupe de travail interdisciplinaire, l'Observatoire genevois des plantes exotiques envahissantes. Cet organe fait référence en la matière dans le canton ; il coordonne les actions à mener pour une lutte planifiée, multidisciplinaire et efficace contre ces végétaux envahisseurs.

Dix-sept espèces de néophytes nécessitant une intervention prioritaire sont actuellement recensées dans le canton ([voir cartographie des néophytes à Genève](#), sélectionner « Néophytes » puis chacune des espèces), alors que l'ensemble de la Suisse en compte vingt-deux.

Les risques que représentent les néophytes se répercutent au niveau social (santé, absentéisme), économique (pertes de production agricole, de subventions agricoles et dégâts aux biens) et environnemental (concurrence avec les espèces indigènes, contamination des sols, érosion).

L'organisation de la lutte contre les espèces menaçant la santé publique ou la diversité biologique incombe aux cantons. La politique cantonale genevoise en la matière de s'appuie principalement sur neuf lois et ordonnances, fédérales et cantonales.

*Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, directeur de la biodiversité, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.*

---

## **Titre de séjour requis pour les candidat-e-s à la naturalisation genevoise**

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi d'application de la [loi sur la nationalité genevoise](#), elle-même modifiée le 21 mars 2013.

Les modifications légales et réglementaires visent à préciser clairement que le candidat à la naturalisation genevoise doit être au bénéfice d'un titre de séjour valable pendant toute la durée de la procédure, sous réserve du cas où la décision de renouvellement a été prise mais que le titre de séjour n'a pas encore été produit et délivré.

Cette exigence était déjà prévue dans un règlement, mais la Chambre administrative de la Cour de justice a estimé qu'elle devait être précisée dans la loi, ce qui est désormais le cas.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 11.*

---

## **Création d'une Fondation de prévoyance professionnelle intercommunale de droit public**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi instituant la Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement (CAP).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2012 sont entrées en vigueur de nouvelles dispositions fédérales relatives à l'organisation et au financement des institutions de prévoyance professionnelle de droit public. Un délai transitoire de deux ans, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, a été accordé aux institutions de prévoyance de droit public pour se mettre en conformité.

Aux termes des nouvelles dispositions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP), les institutions de prévoyance doivent revêtir la forme d'une fondation ou d'une institution de droit public avec personnalité juridique (art. 48 LPP). Pour se mettre en conformité avec ces nouvelles normes légales impératives, la CAP doit adopter une nouvelle structure juridique et disposer d'un système de capitalisation et de financement adapté.

L'octroi de la personnalité juridique implique le choix de la forme de la personne morale destinée à accueillir l'institution de prévoyance. Le présent projet de loi a pour but de permettre à la CAP de modifier sa structure juridique afin de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions fédérales.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIME, ☎ 022 546 72 40.*

---

## **Approbation du budget 2013 de Genève Aéroport**

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2013 de Genève Aéroport. Ce dernier prévoit 123 millions de francs d'investissements.

Ces investissements concerneront principalement le volet des bâtiments (73,4 millions), ainsi que la piste, le tarmac, le guidage et les protections des avions (22,3 millions). Quelque 10,7 millions de francs supplémentaires seront investis par le fonds environnement de l'aéroport. Le budget d'exploitation prévoit un bénéfice 2013 de 59,5 millions de francs.

*Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint chargé de communication, DSE, ☎ 22 327 92 04 ou 079 935 86 75.*

---

## **Adoption du budget 2013 des Etablissements publics pour l'intégration**

Le Conseil d'Etat a adopté le budget 2013 des Etablissements publics pour l'intégration (EPI). Ce dernier prévoit un total des produits s'élevant à 104 millions de francs pour un total des charges de 104 millions de francs également, ce qui permet de prévoir un résultat d'exploitation équilibré.

Pour rappel, le budget de fonctionnement des EPI avait été adopté sous réserve du vote du budget 2013 par le Grand Conseil. Les EPI devront tenir compte des adaptations nécessaires consécutives au budget de l'Etat, voté le 25 avril 2013.

Les EPI ont pour mission première d'intégrer et réinsérer professionnellement les personnes en situation de handicap, de les aider dans leur autonomie et d'améliorer leurs conditions de vie dans le respect de leur différence.

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, DSE, ☎ 022 546 51 19.*

---

## **Aide financière à l'Association la Pâquerette des Champs**

Le Conseil d'Etat a adopté une aide financière annuelle monétaire de 250'000 francs et non monétaire de 30'000 francs à l'Association la Pâquerette des Champs pour les années 2013 à 2016. Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public, [« Privation de liberté et mesures d'encadrement »](#).

L'association gère actuellement un foyer de cinq places situé au centre-ville qui fait partie des établissements de détention concordataires. Ce foyer accueille des personnes en période de fin de peine qui, pendant leur détention, ont été en traitement au centre de sociothérapie la Pâquerette à la prison de Champ-Dollon, mais également des personnes encore détenues à la Pâquerette qui bénéficient de sorties accompagnées à l'extérieur de la prison, ainsi que d'anciens détenus qui auraient besoin d'une aide pour une période limitée.

Pour rappel, le centre de sociothérapie la Pâquerette reçoit des détenus atteints de désordres graves de la personnalité et qui demandent à y être traités. Il a pour but d'améliorer leur condition personnelle et de préparer leur retour à la vie libre, conformément à l'article 37, chiffre 1, alinéa 1, du code pénal suisse.

La Pâquerette des Champs est déjà au bénéfice d'un contrat de prestations pour la période 2009-2012 prévoyant une aide financière monétaire de 230'000 francs et une aide financière non monétaire de 30'000 francs.

Le projet de loi vise ainsi à reconduire son aide financière et à l'augmenter d'un montant de 20'000 francs pour la période 2013-2016, afin permettre à cette association de poursuivre son activité et de faire face à ses perspectives de développement, soit l'augmentation de la capacité d'accueil de l'institution et l'installation d'un second lieu d'accueil suite à l'augmentation de la capacité d'accueil de la Pâquerette.

*Pour toute information complémentaire : Mme Sahra Leyvraz-Currat, office cantonal de la détention, DS,  
☎ 022 546 32 26.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 21.03.2013 autorisant le Conseil d'Etat à aliéner la parcelle 1363, plan 3 de la commune de Puplinge soit un terrain agricole et un bâtiment d'habitation sis 49, route de Cornière (L10574)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 18 mai 2013 (lendemain de sa parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 21.03.2013 modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (A 5 05) (Adaptation à la nouvelle Constitution) (L11070)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> juin 2013
<a href="#">Loi du 21.03.2013 abrogeant la loi sur l'incompatibilité de fonctions des conseillers d'Etat (LICE) (B 1 12) (Adaptation à la nouvelle Constitution) (L11071)</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> juin 2013
<a href="#">Loi du 21.03.2013 modifiant la loi sur la nationalité genevoise (LNat) (A 4 05) (L11042)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 18 mai 2013 (lendemain de sa parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 21.03.2013 modifiant la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ) (E 2 05) (Nombre de procureurs) (L11099)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 18 mai 2013 (lendemain de sa parution dans la Feuille d'avis officielle)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
16 mai 11h30	Inauguration de la balade viticole et présentation du nouveau millésime	Espace rural Route de la Côte-d'Or 1247 Anières	DIME DARES	Sonia Salina (DIME) ☎ 022 546 76 16 ou 078 6 41 84 20
22 mai 11h	Exercice transfrontalier entre partenaires civils et militaires INTER13	Caserne des Vernets, puis déplacement en car sur le site militaire	DS	Caroline Widmer ☎ 22 327 92 16 ou 076 424 80 49
14 juin 11h	Cérémonie de remise des prix du développement durable	Etablissements publics pour l'intégration  105, route des Jeunes 1227 Carouge	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
17 juin 11h	Pose de la première pierre de la HEG-Battelle	Battelle	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25